



Groupement de la Filière
Bois du Cameroun

RAPPORT D'ACTIVITES

Octobre 2018

Projet de Prévention du
VIH/TUBERCULOSE/PALUDISME chez
les Autres Populations Vulnérables



Tables des matières

SIGLES ET ABREVIATIONS	3
LISTE DES TABLEAUX	4
I. INTRODUCTION.....	5
I.1. VISION, OBJECTIFS ET AXES D'INTERVENTION DU GFBC	5
I.2. CONTEXTE ET JUSTIFICATION.....	6
I.3. ACTIVITÉS PLANIFIÉES AU COURS DU MOIS D'OCTOBRE 2018	7
I.4. DÉMARCHE DE MISE EN ŒUVRE	7
II. NIVEAU DE MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITES DU SOUS-PROJET	8
II.1. NIVEAU DE MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITÉS EN DIRECTION DES PRISONS	8
II.1.1. Formation des pairs éducateurs des prisons sur les thématiques du VIH/TB/Paludisme.....	8
II.1.2. Organisation des causeries éducatives couplées aux campagnes de dépistage de masse dans les prisons	10
II.1.3. Missions de suivi-supervision des formations des PE et des campagnes de dépistage de masse dans les prisons.....	13
II.2. NIVEAU DE MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITÉS EN DIRECTION DES CAMPS DES REFUGIES	14
II.2.1. Formation des formateurs des pairs éducateurs au service des réfugiés.....	14
II.2.2. Formation des pairs éducateurs des réfugiés	16
II.2.3 Organisation des causeries éducatives et des dépistages de masse dans les camps des réfugiés	17
II.2.4. Mission de suivi et de préparation des formations des PE dans les camps de réfugiés	18
II.3. NIVEAU DE MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITÉS EN DIRECTION DES ENTREPRISES	19
II.3.1. Organisation des causeries éducatives couplées aux dépistages de masse en entreprises	19
II.3.2. Production des boîtes à images pour la sensibilisation et la promotion des dépistages en entreprises.....	21
II.3.3. Conception et production des affiches de sensibilisation pour les entreprises	22
II.4. NIVEAU DE MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITÉS EN DIRECTION DES STRUCTURES D'ENCADREMENT DES PSH	23
III. PRESENTATION DES RESULTATS SUR LES INTERVENTIONS EN FAVEUR DES APV	24
III.1. RÉSULTATS SUR LES INTERVENTIONS EN DIRECTION DES PRISONS.....	24
III.1.1. Renforcement des capacités des prestataires intervenants dans les Prisons.....	24
III.1.2. Sensibilisations à travers les causeries éducatives dans les prisons	25
III.1.3. Conseils et dépistages de masse dans les prisons	26
III.2. RÉSULTATS SUR LES CONSEILS ET DÉPISTAGES EN DIRECTION DES ENTREPRISES	28
III.3. RÉSULTATS SUR LES INTERVENTIONS EN DIRECTION DES CAMPS DE RÉFUGIÉS	30
III.3.1. Résultat sur le renforcement des capacités des intervenants dans les camps de réfugiés	30
III.3.3. Conseils et dépistages de masse dans les camps de réfugiés.....	31
IV. PRINCIPALES DIFFICULTES RENCONTREES DANS LA MISE EN ŒUVRE ET SOLUTIONS PRECAUNISEES.....	32
V. PROCHAINES ETAPES ENVISAGEES	33
VI. ANNEXES.....	34

SIGLES ET ABBREVIATIONS

ALDEPA :	Action Locale pour un Développement Participatif et Autogéré
AON :	Appel d'Offre National ;
ASAD :	Association d'Assistance au Développement
APV :	Autres Populations Vulnérables
CAMRAIL :	Cameroon Railways (Transport Ferroviaire de Passagers et de Marchandises)
CCC :	Communication pour le Changement de Comportement
CDV :	Conseil et Dépistage Volontaire
CE :	Causerie Educative
CEFAF :	Centre de Formation par Alternance des Femmes et Filles
CNLS :	Comité National de Lutte Contre le Sida
COMIFAC :	Commission des Forêts de l'Afrique Centrale
CRTV :	Cameroon Radio Television
FOSA :	Formation Sanitaire
FMSTP :	Fonds Mondial de lutte contre le Sida, la Tuberculose et le Paludisme
GFBC :	Groupement de la Filière Bois du Cameroun
GIZ :	Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (Coopération Technique Allemande)
GTC:	Groupe Technique Central
GTR :	Groupe Technique Régional
HCR :	Haut-Commissariat aux Réfugiés
MINJUSTICE :	Ministère de la Justice
MINSANTE :	Ministère de la Santé Publique
NFM :	New Funding Model
ONG :	Organisation Non Gouvernementale
PAK :	Port Automne de Kribi
PC :	Prison Centrale
PE :	Pair Educateur
PEC :	Prise en Charge
PF :	Point Focal
PFC :	Point Focal Central
PFR :	Point Focal Régional
PNLT :	Programme National de Lutte contre la Tuberculose
PP :	Prison Principal
PPECF :	Programme de Promotion de l'Exploitation Certifiée des Forêts
PPP :	Partenariat Public-Privé
PSH :	Personne en Situation de Handicap
PS :	Personnel Soignant
SIM :	Société Industrielle de Mbang
SMS :	Short Message Service
TIC	Technologie de l'Information et de la Communication
TB :	Tuberculose
UCP :	Unité de Coordination du Projet
UM :	Unité Mobile
VIH:	Virus de l'Immunodéficience Humaine

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : planning des campagnes de dépistages de masse dans les prisons	11
Tableau 1 : Planning des campagnes de conseils et dépistages de masse dans les entreprises	19
Tableau 5 : Répartition des pairs éducateurs formés par région	24
Tableau 6 : Répartition des personnes sensibilisées par sexe et par groupes cibles dans les prisons au cours du mois d'octobre 2018	26
Tableau 7 : Répartition des personnes dépistées dans les prisons et par groupe d'âge et sexe	26
Tableau 8 : Répartition des personnes dépistées et taux de séropositivité par prison	27

I. INTRODUCTION

I.1. Vision, objectifs et axes d'intervention du GFBC

Le Groupement de la Filière Bois du Cameroun (GFBC) est une organisation patronale sectorielle de la filière bois au Cameroun. Cette association patronale créée en 1999 regroupe près d'une vingtaine d'entreprises et Groupes d'exploitation et de transformation du bois. Les entreprises membres du GFBC représentent 75 % du chiffre d'affaires du secteur forestier d'exploitation et de transformation du bois au Cameroun.

Depuis 2007, le GFBC est engagé dans la lutte contre le VIH au sein de ses concessions forestières à travers son Programme de promotion de la santé. Ce Programme Santé a pour objectif d'accompagner les entreprises dans la prévention contre les maladies et dans toutes les préoccupations de santé et de sécurité au travail.

De 2007 à 2013, le GFBC a mené des activités de lutte contre le VIH dans le cadre d'un partenariat public-privé (PPP) avec la GIZ et l'ONG « Partenaire contre le Sida ». Dès 2014, le Programme santé du GFBC a poursuivi ses activités avec l'appui du Programme de Promotion de l'Exploitation Certifiée des Forêts (PPECF / COMIFAC).

C'est fort de cette expérience et des résultats produits, que le GFBC a été sélectionné successivement en 2016 et en 2018, comme Sous-Bénéficiaire du MINSANTE/CNLS, dans le cadre du nouveau mécanisme de financement (NFM) du Fonds Mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (FMSTP), pour des interventions au cours des périodes successives 2016/2017 et 2018/2020. Les principales cibles desdites interventions concernent (i) les travailleurs des pôles économiques et leurs familles, (ii) les réfugiés des camps, (iii) les détenus des prisons et (iv) les personnes en situation de handicap regroupées au sein de leurs structures d'encadrement.

Dans le cadre du protocole d'accord qui lie GFBC au MINSANTE/CNLS concernant le sous-projet de prévention du VIH/TB/paludisme chez les autres populations vulnérables, le GFBC est tenu de rédiger et de mettre à disposition, chaque mois, son rapport mensuel d'activités qui constitue le livrable contractuel à produire et à transmettre, au GTC/CNLS qui assure le secrétariat permanent du Principal Bénéficiaire.

Le présent rapport fait le point des activités menées dans le cadre des interventions du sous-projet "Prévention du VIH/TB/Paludisme chez les autres populations vulnérables" au cours du mois d'octobre 2018. Ce rapport est aussi assorti d'un plan de travail pour les prochaines étapes du mois de novembre 2018.

I.2. Contexte et justification

Le contexte qui a marqué l'exécution des activités au cours du mois d'octobre 2018, bien qu'assujéti aux exigences d'accélération pour l'extension de la couverture des services de sensibilisation et dépistage-conseils du VIH/TB, en faveur des autres populations vulnérables, est resté dominé par la poursuite des activités de renforcement des capacités des acteurs.

En effet, les besoins spécifiques que les différentes activités programmatiques contenues dans le paquet des services intégrés VIH/TB/Paludisme ambitionnent de satisfaire à travers les interventions du sous-projet, font l'objet d'une priorisation de fait. C'est dans ce sens que les besoins en renforcement des capacités des acteurs impliqués dans l'exécution des activités se positionnent comme les premiers besoins à satisfaire, suivis des besoins d'accès aux services (CE, CDV) par les bénéficiaires avec le concours des acteurs (PE et PS) préalablement formés. Au terme des sessions de formation des formateurs des PE des prisons, en septembre 2018, place a été donnée à la réalisation en cascade des sessions de formation, in situ, des PE détenus des prisons et personnels d'encadrement. Ces formations des PE s'inscrivent dans la suite logique de l'ordonnancement des activités pour la cible prisons. De plus, les raisons de ce choix correspondent aussi aux besoins légitimes selon lesquels les formateurs qui ont été formés, soient rapidement mis en situation d'exercer leurs aptitudes de formateurs des PE et ainsi contribuer à doter rapidement les sites des prisons, des PE eux-aussi formés pour sensibiliser sur le VIH/TB/Paludisme et mobiliser leurs pairs pour le dépistage volontaire au VIH et à la TB au sein des prisons. D'où l'organisation des sessions de formation des pairs éducateurs (PE) des prisons, en octobre 2018.

L'organisation des causeries éducatives couplées aux campagnes de dépistage de masse a été amorcée dans certaines prisons dans lesquelles les PE formés ont été mis à contribution à cet effet.

Le contexte qui commande cette approche étant celui d'offrir dans la mesure du possible rapidement les services de conseils et dépistage à la population carcérale, de suivre l'évolution des résultats et de les comparer avec les cibles chiffrées du cadre de performance.

Par rapport aux entreprises, après le lancement des activités en entreprises au mois de septembre, à la suite des ateliers de Douala et de Yaoundé, en septembre 2018, le contexte des activités d'octobre, a été dominé par la planification et la réalisation des campagnes de sensibilisation de masse couplées aux dépistages dans certaines entreprises.

S'agissant des activités en direction des camps des réfugiés, elles ont été dominées par la formation des encadreurs et des animateurs sensibilisateurs parlant les langues locales de réfugiés et le démarrage des causeries éducatives dans les camps de réfugiés de l'Est et de l'Adamaoua.

Quant aux structures d'encadrement des personnes en situation de handicap (PSH), à la suite de la session de formation des PE des PSH, en fin septembre 2018, des causeries éducatives couplées aux dépistages de masse ont été programmées pour être effectuée dès le mois d'octobre 2018.

I.3. Activités planifiées au cours du mois d'octobre 2018

A titre de rappel, les principales activités planifiées au cours du mois d'octobre 2018 sont les suivantes :

- (a) Former/recycler in situ 2115 pairs éducateurs et personnels pénitentiaire au sein des prisons sur les thématiques du VIH ; TB et Paludisme et les techniques de l'ingénierie de la formation (Code 65) ;
- (b) Organiser des causeries couplées aux campagnes de dépistage de masse de VIH et TB dans les prisons (1 campagne de dépistage de masse couplée aux CE pour chaque prison ciblée) (Code 266) ;
- (c) Effectuer des missions de supervisions semestrielles de suivi des activités de lutte contre le VIH en direction des autres populations vulnérables (prisons, réfugiés) (Code 66) ;
- (d) Former/recycler 20 formateurs des pairs éducateurs au service des réfugiés (identifier les encadreurs et animateurs sensibilisateurs motivés et parlant les langues locales des réfugiés pour les former comme formateurs attitrés de pairs éducateurs des réfugiés) (Code 70) ;
- (e) Former/recycler 100 pairs éducateurs des réfugiés sur la prévention du VIH et les techniques de communication (notamment par l'usage des langues locales des réfugiés) (Code 71) ;
- (f) Tenir 03 réunions de plaidoyer (1 jour et 20 personnes, par réunion) à Douala et à Yaoundé, à l'attention du secteur de télécommunication pour le développement des conventions de PPP sur des stratégies innovantes de communication en faveur de TB/VIH/paludisme, ciblées sur les TIC (SMS, Internet, Réseaux Sociaux) pour les services de prévention (CCC) et de PEC (suivi des patients, des perdus de vue, etc.) (Code 225).

I.4. Démarche de mise en œuvre

De manière globale, la préoccupation majeure par rapport à la mise en œuvre du sous-projet de prévention du VIH/TB/Paludisme chez les autres populations vulnérables, est celle de veiller à ce que les activités du paquet de services se déroulent suivant les chronogrammes trimestriels arrêtés, et que les niveaux de couverture des services en matière d'accès aux causeries éducatives sur la prévention du VIH/TB/Paludisme et aux services de dépistage du VIH/TB en faveur des groupes cibles du sous-projet soient satisfaisants.

Pour atteindre ses cibles, l'une des stratégies du sous-projet procède par l'éducation par les pairs au sein de chaque population cible. Parmi les acteurs dont les capacités doivent être renforcées, figurent d'une part, les pairs éducateurs, afin qu'ils soient capables de communiquer efficacement

les messages de prévention du VIH/TB/Paludisme auprès de leurs pairs; et d'autre part, les points focaux, qui sont les acteurs de la collecte et de la remontée des données et à qui revient la responsabilité de faire le suivi de proximité auprès des pairs éducateurs, et d'en rapporter les faits.

Outre l'éducation et la sensibilisation, les pairs éducateurs mobilisent également leurs pairs pour participer aux campagnes de dépistage de masse. L'UCP collabore étroitement avec les GTR/CNLS et GTR/PNLT pour l'exécution des activités de dépistage du VIH et de la TB, en mettant à contribution le personnel soignant des formations sanitaires (FOSA) situées à proximité des sites ciblés.

De façon spécifique, pour toute intervention, il y a en amont, une préparation, et en aval, une réalisation et un suivi pour s'assurer que la mise en œuvre est efficace et la prestation est de qualité requise. Chaque activité planifiée requiert des étapes d'exécution qui lui sont spécifiques et liées aux contextes particuliers de leur mise en œuvre.

II. NIVEAU DE MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITES DU SOUS-PROJET

Le niveau de mise en œuvre des activités est présenté ci-après par cible d'intervention à savoir : les prisons, les camps des réfugiés, les entreprises et les structures d'encadrement des personnes en situation de handicap. Sur le plan méthodologique, une revue des étapes d'exécution franchies pour réaliser chacune des activités est décrite.

II.1. Niveau de mise en œuvre des activités en direction des prisons

La première quinzaine du mois d'octobre a été occupée par les opérations électorales dans l'ensemble du territoire national ; ce qui **a quelque peu freiné la mise en œuvre** des activités dans les prisons. Ce n'est qu'à partir de la 2^{ème} quinzaine du mois d'octobre 2018 que les activités ont effectivement commencées, notamment : (i) la formation/recyclage des PE dans les 44 prisons ciblées à hauts effectifs des 10 régions et (ii) l'organisation des causeries éducatives couplées aux campagnes de dépistage de masse dans les prisons.

De plus, l'UCP a effectué des missions de suivi/supervision des activités de formation des PE et des campagnes de dépistages de masse.

II.1.1. Formation des pairs éducateurs des prisons sur les thématiques du VIH/TB/Paludisme

L'objectif poursuivi ici est de doter les prisons d'un ensemble de pairs éducateurs détenus et personnel d'encadrement formés en matière de communication sur la prévention du VIH/TB/paludisme et capables d'éduquer, de sensibiliser et d'encourager leurs pairs à connaître leur statut sérologique à VIH et à adopter des comportements à moindre risque, à l'effet de la réduction des nouvelles infections du VIH/TB/paludisme au sein de la population carcérale.

En vue de l'exécution de cette activité, les étapes suivantes ont été franchies. Une réunion mensuelle de suivi des activités en direction de l'Administration Pénitentiaire avec le PFC/MINJUSTICE s'est tenue le 02 octobre 2018. Elle a abouti à la programmation des sessions de formation des PE dans les prisons et à la planification de l'organisation des causeries éducatives couplées aux campagnes de dépistage de masse dans les prisons.

L'UCP a organisé le 16 octobre 2018, une réunion de briefing à l'intention du PFR des prisons de la région du Centre pour davantage accélérer le processus d'appropriation des activités du sous-projet par ce dernier et finaliser la planification des PE personnels à former.

L'UCP a transmis des correspondances aux coordonnateurs des 10 GTR/CNLS à l'effet de les tenir informé de l'organisation des sessions de formation dans les prisons concernées.

Des lettres ont également été envoyées au SP du PNLT en vue de la coordination des campagnes de dépistage conjoint du VIH et de la Tuberculose au sein des prisons, et l'UCP est en attente du retour du SP.

L'UCP a mis à la disposition de chaque PF de prison chargé d'organiser les sessions de formation dans chaque prison, tous les supports nécessaires à la formation. Il s'agit notamment du guide de promotion de la santé en milieu carcéral, de la fiche technique (FT) de la formation, du canevas de rapport de formation, des fiches de présence et du questionnaire du pré et post test.

Avec la mise en place du dispositif de déclenchement des sessions de formation, l'UCP a mis à la disposition de chaque organisateur des sessions de formation des PE : (i) des ressources pour réaliser lesdites formations, (ii) des modèles des documents justificatifs des dépenses des fonds reçus à produire (factures), et (iii) une fiche des participants aux sessions de formation (détenus et personnels pénitentiaires), à remplir.

Les livrables produits par chaque PF ayant organisé des sessions de formation des PE sont les suivants :

- Les fiches de présence dûment renseignées par les détenus ayant pris part à chaque session de formation ;
- Les fiches de présence dûment renseignées par le personnel pénitentiaire formé ;
- Le rapport de la formation selon le canevas du rapport fourni par l'UCP ;
- Toutes les pièces justificatives, conformément au modèle transmis.

Ainsi, du 16 au 30 /10/2018, se sont déroulées des sessions de formation en cascade des PE dans les 44 prisons à gros effectifs ciblés par les interventions du sous-projet.

Au total, 41 prisons ont transmis leurs plannings de formation des PE qui ont été consolidés et mis à la disposition du comptable de l'UCP, pour préparation de l'envoi des fonds aux PF des prisons, devant servir à l'organisation desdites formations.

Dans le cadre du suivi des activités dans les prisons pour le mois d'octobre, la Réunion Mensuelle de Suivi et de Planification des activités a eu lieu avec le Point Focal Central du MINJUSTICE mardi le 30 octobre 2018 au siège du GFBC. Cette séance de travail avait pour objectif d'évaluer le niveau de mise en œuvre des activités du mois d'octobre et de planifier celles de novembre dans les prisons.

II.1.2. Organisation des causeries éducatives couplées aux campagnes de dépistage de masse dans les prisons

Les causeries éducatives sont les instances de sensibilisation des groupes cibles par les PE formés. L'UCP a opté pour le couplage de ces CE lors des campagnes de dépistage de masse, pour une mobilisation soutenue des populations autour de cette activité.

L'objectif visé par cette activité est d'offrir gratuitement à un plus grand nombre de personnes ciblées, des services de conseil et de dépistage de masse.

Pour exécuter cette activité, les étapes suivantes ont été franchies :

- (a) Sollicitation et obtention auprès des 10 points focaux régionaux (PFR) et 44 points focaux (PF) des prisons ciblées, leurs plannings des campagnes de dépistages de masse, pour le dernier trimestre de 2018 ;
- (b) Consolidation des plannings de dépistage de masse par région et transmission aux GTR/CNLS, pour intégration dans la planification trimestrielle régionale de chaque GTR/CNLS ;
- (c) Suivi auprès des PFR et PF des prisons, de leur approvisionnement en intrants de dépistage, par les GTR/CNLS ;
- (d) Transfert des fonds par le comptable de l'UCP vers les points focaux des prisons. Ces fonds qui sont dédiés à l'organisation des dépistages de masse, sont transférés sous la condition de l'assurance de la confirmation préalable de la disponibilité des tests de dépistage du VIH sur les sites, nécessaires pour la réalisation de ces campagnes ;

Plusieurs PF des prisons ont transmis leurs besoins en tests de dépistage et leurs calendriers prévisionnels pour l'organisation des campagnes de dépistages sur les sites de leurs prisons et l'UCP a consolidé ces plannings des dépistages de masse dans les prisons et les a transmis aux différents GTR/CNLS, pour insertion dans leurs planifications trimestrielles régionales. Le tableau 1 ci-après récapitule ces plannings des dépistages de masse.

Tableau 1 : Planning des campagnes de dépistages de masse dans les prisons

Région	Prisons ciblées	Etats des besoins en intrants (en tests)	Date de CE couplées aux dépistages de masse du VIH	Tests disponibles
Adamaoua	PC Ngaoundéré	1600	Du 12 au 14/11/2018	Non
	PP Banyo	200	09/11/2018	Non
	PP Tibati	300	05/11/2018	Non
Centre	PC Yaoundé	4800	Du 05 au 07/11/2018	Non
	PP Akonolinga	200	17 et 19/10/2018	Oui
	PP Bafia	541	10/11/2018	Non
	PP Eséka	252	29/10/2018	Non
	PP Mbalmayo	419	25/10/2018	Non
	PP Mfou	572	30/10/2018	Non
	PP Monatélé	500	30/10/2018	Non
	PP Ngoumou	350	12/11/2018	Non
	PP Ntui	339	Du 30 au 31/10/2018	Oui
PP Yaoundé	260	05/11/2018	Non	
Est	PC Bertoua	919	01-03/11/2018	Non
	PP Abong-Mbang	400	15/11/ 2018	Non
	PP Batouri	300	15/11/ 2018	Non
Extrême-Nord	PC Maroua	1900	Du 22 au 27/10/2018	Non
	PP Kaélé	325	Du 22 au 27/10/2018	Non
	PP Kousseri	400	Du 22 au 27/10/2018	Non
	PP Mokolo	650	Du 22 au 27/10/2018	Non
	PP Mora	300	Du 22 au 27/10/2018	Non
	PP Yagoua	500	Du 22 au 27/10/2018	Non
	PS Doukoula	100	Du 22 au 27/10/2018	Non
	PS Makary	50	Du 22 au 27/10/2018	Non
	PS Méri	100	Du 22 au 27/10/2018	Non
	PS Moulvoudaye	100	Du 22 au 27/10/2018	Non

Région	Prisons ciblées	Etats des besoins en intrants (en tests)	Date de CE couplées aux dépistages de masse du VIH	Tests disponibles
Littoral	PC Douala	3739	Du 13 au 16/11/2018	Non
	PP Edéa	410	01/12/2018	Non
Nord	PC Garoua	2333	5-9/11/2018	Non
	PP Guider	538	19-23/11/2018	Non
	PP Poli	203	12-16/11/2018	Non
	PP Tcholliré 1	493	31/10/2018 et 1-2/11/2018	Non
	PP Tcholliré 2	221	12-16/11/2018	Non
Nord-Ouest	PC Bamenda	1101	05/11/2018	Non
Ouest	PC Bafoussam	1000	Du 22 au 24/10/2018	Non
	PP Bafang	300	30/10/2018	Non
	PP Bangangté	200	26/10/2018	Non
	PP Dschang	350	14-15/11/2018	Non
	PP Foumban	400	24/10/2018	Non
	PP Mbouda	400	27/10/2018	Non
	PS Foubot	200	24/10/2018	Non
Sud	PC Ebolowa	332	17/10/2018	Oui
	PP Ambam	166	19/10/2018	Oui
	PP Kribi	345	26/10/2018	Non
	PP Sangmélina	275	01-02/11/2018	Non
	PS Djoum	82	25/10/2018	Non
Sud-Ouest	PP Kumba	762	Du 25 au 27/10/2018	Non

Pour le mois d'octobre 2018, seules 04 prisons (PP de Ntui ; PP Akonolinga ; PP Ambam ; PC Ebolowa) ont confirmé la disponibilité des tests en leur sein et ont à cet effet, reçu des avances de fonds pour la réalisation des campagnes de dépistage de masse sur leurs sites.

Chaque Point Focal de prisons ayant organisé la campagne de dépistage avait pour obligation de transmettre au terme des dépistages les documents justificatifs ci-après :

- ✓ Les fiches de collecte des données dépistages du VIH/TB dûment remplies ;
- ✓ La fiche de synthèse mensuelle des causeries éducatives du PF dûment remplie ;
- ✓ Les pièces justificatives des dépenses engagées, selon le modèle requis.

II.1.3. Missions de suivi-supervision des formations des PE et des campagnes de dépistage de masse dans les prisons

Au cours du mois d'Octobre 2018, l'UCP a conduit des missions de suivi-supervision des formations des PE des prisons et des campagnes de dépistages couplées aux causeries éducatives respectivement dans les régions du Centre, de l'Ouest et du Sud.

Elles avaient pour objectif de capter les bonnes pratiques développées lors de la mise en œuvre des activités de formation et des dépistages, de recueillir les difficultés rencontrées et de prendre des mesures correctives en vue d'améliorer la mise en œuvre du sous-projet.

Lesdites missions ont ainsi permis de suivre la mise en œuvre des activités de formation et de dépistages, d'évaluer les écarts entre la planification de ces activités et leur exécution physique et, d'identifier les goulots d'étranglements rencontrés dans leur organisation.

L'accompagnement de l'équipe de l'UCP a principalement consisté à : (i) suivre et examiner la qualité des enseignements transmis aux participants ; (ii) orienter les points focaux dans l'utilisation des supports mis à leur disposition (canevas de rapport de la formation des PE, fiches de présence), (iii) suivre la réalisation des dépistages en prison ;(iv) vérifier la qualité des pièces justificatives produites par les points focaux et (v) d'accélérer le processus de remontée des rapports de formation et des données de dépistage réalisée.



II.2. Niveau de mise en œuvre des activités en direction des camps des réfugiés

Les activités mises en œuvre en direction des camps de réfugiés au cours de la période concernent principalement (i) la formation des formateurs des Pairs Educateurs au service des réfugiés, (ii) la formation des Pairs Educateurs des réfugiés, le démarrage des sensibilisations à travers les causeries éducatives sur la prévention du VIH, de la Tuberculose et du Paludisme chez les réfugiés des camps.

Le processus de contractualisation finalisé avec les deux ONG partenaires de mise en œuvre des activités dans les camps de réfugiés suite à l'aboutissement du dossier de Non Objection pour l'utilisation des économies dégagées au 1er semestre, a permis le recrutement des deux Chargés de Projet respectivement pour l'ONG ASAD (camps des régions de l'Est et de l'Adamaoua) et l'ONG ALDEPA (camp de la région de l'Extrême-Nord). Ces derniers ont été les principaux interlocuteurs dans la réalisation des activités sus-évoquées.

II.2.1. Formation des formateurs des pairs éducateurs au service des réfugiés

L'objectif visé par la formation des formateurs des pairs éducateurs au service des réfugiés est de disposer des formateurs des pairs éducateurs (encadreurs et animateurs sensibilisateurs en langues locales, points focaux des camps de réfugiés) capables d'assurer la formation des leaders religieux et communautaires comme pairs éducateurs en langues locales, sur la prévention du VIH, de la tuberculose et du Paludisme, au sein des camps de réfugiés.

L'activité de formation des formateurs des pairs éducateurs au service des réfugiés (Code 70) a été programmée dans deux pôles à savoir : (i) le pôle de Bertoua pour la formation des formateurs des camps de réfugiés des régions de l'Est et de l'Adamaoua et (ii) le pôle de Mokolo (Maroua) pour la formation des formateurs du camp des réfugiés de Minawao de la région de l'Extrême-Nord.

➤ Formation des formateurs des pairs éducateurs des régions de l'Est et de l'Adamaoua

Au pôle de Bertoua, cette formation s'est tenue du **04 au 06 Octobre 2018 au CEFAP de Bertoua** (Centre de Formation par Alternance des Femmes et Filles). Elle a regroupé 14 points focaux des camps de Gado, Tihomo, Lolo, Mbile, Garisingo et Timangolo pour la région de l'Est et des camps de Ngam et Borgop pour la région de l'Adamaoua. Cette session était animée par les facilitateurs identifiés par l'ONG ASAD, sous la supervision du Coordonnateur du GTR/Est, Du Coordonnateur du sous-projet GFBC/APV, et du délégué de l'ONG ASAD.

En vue de l'organisation de ladite formation, l'ONG ASAD a procédé au préalable à l'identification dans les huit camps des personnes à former et a transmis la liste des 14 PF à l'UCP du GFBC. Ces participants ont été sélectionnés sur la base de leurs compétences à parler et à véhiculer des messages au moins dans deux langues locales des réfugiés. Après cette étape, des ressources (Kit de formation et frais des sessions) ont été mises à la disposition des organisateurs pour sa réalisation.

La méthodologie adoptée pour cette formation était axée sur l'interaction et la participation active. Les sessions se sont déroulées sous forme de séances d'exposés et de partage d'expériences. La méthode participative, tant dans les exposés que dans les exercices pratiques, a été privilégiée. Au terme des travaux, les 14 participants ayant pris part ont exprimé leur entière satisfaction du déroulement de la formation.

➤ Formation des formateurs des pairs éducateurs de la région de l'Extrême-Nord

S'agissant du pôle de Mokolo, la formation des 06 formateurs des pairs éducateurs (PE) du camp de réfugiés de Minawao, initialement prévue du 16 au 18 octobre 2018 n'a pas pu être effectuée conformément à ce calendrier, à cause d'une situation indépendante de la volonté de l'UCP et de son Partenaire, l'ONG ALDEPA.

En effet, l'ensemble des responsables de la sous-délégation régionale du HCR à Maroua ainsi que les gestionnaires du camp des réfugiés à Minawao ont été renouvelés. Cette situation a amené l'ONG ALDEPA (ayant contractualisée avec le Sous Bénéficiaire-GFBC pour mener les activités dans le camp de Minawao) à se rapprocher des nouvelles autorités du HCR à Maroua, pour les imprégner des objectifs, de la stratégie et des interventions du sous-projet de prévention du VIH/TB/Paludisme, pour la cible « réfugiés des camps » afin d'obtenir le quitus pour mener les activités dans ce camp.

Dans le cadre de la reprise des activités du sous-projet en direction des APV pour la seconde phase, l'Unité de Coordination du Sous-Projet APV/GFBC a saisi par correspondance le HCR de Maroua en juin 2018 à l'effet de lui informer de la reprise des activités dans le camp de réfugiés. Le démarrage des activités initialement prévue en juillet 2018 ayant accusé un retard, le HCR a entre-temps procédé au renouvellement de l'équipe dirigeante du Sous Bureau HCR de Maroua.

En prélude à la réalisation des activités de formations envisagées, l'ONG ALDEPA partenaire de mise en œuvre des activités dans le camp de Minawao a saisi le HCR pour obtenir une autorisation de sortie des réfugiés devant se rendre à la formation à Mokolo. N'ayant pas connaissance du sous-projet, les nouveaux responsables du Bureau HCR de Maroua ont souhaité obtenir d'ALDEPA, des éléments de clarification et de compréhension des interventions du sous-projet dans le camp de Minawao.

Ainsi, le HCR a souhaité avoir : (i) le bilan de l'exécution des activités pour la phase 1 (2016/2017) du sous projet ; (ii) les rapports des campagnes de dépistages de masse réalisées ; (iii) les preuves de la collaboration entre ALDEPA et son Partenaire de Santé (IMC) en charge des questions de santé dans le camp de Minawao et (iv) les mécanismes devant être mis en œuvre pour la prise en charge des cas de réfugiés testés VIH+.

Ces informations et clarifications ont été mises à la disposition du Bureau HCR à Maroua, avec le soutien technique du Coordonnateur GTR/CNLS de l'Extrême-Nord qui a participé activement à ce processus. Le HCR à Maroua a donné son accord de principe pour poursuivre les

activités le 27 octobre 2018. Cet accord de principe sera suivi d'une correspondance formelle du HCR du 02 novembre 2018, confirmant l'autorisation accordée à ALDEPA de mener et de suivre les activités de santé dans le camp de Minawao, notamment dans le cadre du sous-projet de prévention du VIH/TB/paludisme chez les autres populations vulnérables.

Suite à ce qui précède, l'UCP a procédé à une reprogrammation des formations, respectivement au District de Santé de Mokolo (5-7/11/2018) pour la formation de 06 formateurs des PE leaders communautaires, s'exprimant en langues locales des réfugiés ; et, à Minawao (8-9/11/2018) pour la formation de 20 pairs éducateurs (PE) dudit camp de réfugiés.

II.2.2. Formation des pairs éducateurs des réfugiés

L'activité de formation des pairs éducateurs des réfugiés (Code 71) dans les camps des régions de l'Est et de l'Adamaoua s'est déroulée sur la période allant du 16 au 24 octobre 2018. Ces formations ont été organisées sur site dans chaque camp de réfugié des régions susmentionnées.

L'objectif poursuivi ici est de doter les camps des réfugiés d'un ensemble de pairs éducateurs dont certains s'exprimant en langues locales des réfugiés et formés en matière de communication sur la prévention du VIH/TB/paludisme et capables d'éduquer, de sensibiliser et d'encourager leurs pairs (réfugiés) à connaître leur statut sérologique à VIH et à adopter des comportements à moindre risque, à l'effet de la réduction des nouvelles infections du VIH/TB/paludisme au sein des camps où ils vivent.

La durée des sessions de formations a été de 2 jours dans chaque site (Tableau 2). Pour la région de l'Est, les formations ont eu lieu dans les camps de Lolo, Mbilé, Gado et Tihomo du 16 au 17 octobre 2018 ; et dans les camps de réfugiés de Gari-Singo et de Timangolo du 23 au 24 octobre 2018. Pour la région de l'Adamaoua, les formations se sont tenues dans les camps de Ngam et Borgop les 18 et 19 octobre 2018.

Tableau 2 : Calendrier des formations des Pairs Educateurs des réfugiés dans les régions de l'Est et de l'Adamaoua

Région	Période	Camp des réfugiés
EST	16 – 17/10/2018	Lolo
EST	16 – 17/10/2018	Mbilé
EST	16 – 17/10/2018	Gado
EST	16 – 17/10/2018	Tihomo
EST	23 – 24/10/2018	Garisingo
EST	23 – 24/10/2018	Timangolo
ADAMAOUA	18 – 19/10/2018	Ngam
ADAMAOUA	18 – 19/10/2018	Borgop

En vue de leur organisation, les points focaux des camps, sous la supervision des chargés de projet, ont procédé à l'identification et à l'établissement des listes des PE devant être formés

dans les camps, sur la base des critères de genre et de représentativité socioculturelle. Les participants identifiés pour y prendre part étaient constitués notamment des leaders communautaires, religieux et des responsables des associations communautaires dans les camps de réfugiés, composés des jeunes et des adultes, des hommes et des femmes.

Les listes des PE constituées ainsi que les plannings de formations dans les différents sites ont été mis à la disposition de l'UCP par les chargés de projet ayant encadré le processus. Sur la base de ces informations, l'UCP a procédé au transfert des ressources nécessaires à l'organisation desdites formations.

Les sessions de formation étaient animées en français, en anglais et en langues locales par les facilitateurs, sous la supervision de l'équipe de l'ONG ASAD qui avait pour mission de veiller au respect de la méthodologie et de faire une synthèse des informations et messages clés à retenir pour chaque module.

Ainsi, sur la base des exposés des différents modules de formation, des connaissances et messages ont été transmis / véhiculés aux participants en langues locales des réfugiés pour leur permettre de se familiariser à ces canaux et techniques de communication et mener des actions de sensibilisation et de mobilisation communautaire en utilisant les langues de leurs communautés.

Les techniques d'animation participatives étaient utilisées pour faire référence au vécu quotidien des participants et de les placer au cœur de l'action. Elles combinaient : des jeux de rôle, des démonstrations, des simulations, des travaux de groupe et des restitutions en plénière.

II.2.3 Organisation des causeries éducatives et des dépistages de masse dans les camps des réfugiés

Les activités de sensibilisation à travers les causeries éducatives ont effectivement démarré dans les camps de réfugiés des régions de l'Est et de l'Adamaoua, à la suite des formations des Points Focaux et des Pairs Educateurs.

S'agissant de l'organisation des campagnes de dépistage de masse dans les camps de réfugiés, des plannings des dépistages de masse ont été transmis à l'UCP et aux GTR/CNLS des trois régions. Ces plannings consolidés sont présentés dans le tableau 3 ci-après.

Tableau 3 : Planning des dépistages de masse dans les camps de réfugiés

Région	Camp des réfugiés	Période	Dépistages effectués
EST	Lolo	22-25/10/2018	NON
	Mbilé		NON
	Gado	29-31/10/2018	NON
	Tihomo		OUI
	Garisingo	26-30/10/2018	NON
	Timangolo		NON

Région	Camp des réfugiés	Période	Dépistages effectués
ADAMAOUA	Ngam	20-27/10/2018	NON
	Borgop		NON
EXTREME-NORD	MINAWAO	26-30/10/2018	NON

II.2.4. Mission de suivi et de préparation des formations des PE dans les camps de réfugiés

Dans le cadre de l'exécution des activités de renforcement des capacités des pairs éducateurs réfugiés des camps, une équipe de l'UCP a effectué une mission de suivi de la préparation et de la mise en œuvre des sessions de formation des pairs éducateurs dans la région de l'Est.

Cette mission s'est déroulée du 12 au 13 octobre 2018 dans les camps de réfugiés de Tihomo et de Gado Badjere et était conduite par le Coordonnateur du sous-projet « prévention du VIH chez les autres populations vulnérables » ; mis en œuvre par le Groupement de la Filière Bois du Cameroun, Sous Bénéficiaire du MINSANTE/CNLS.



La mission avait pour objectif d'identifier avec les prestataires et les parties prenantes les PE réfugiés des camps devant être formés, sur la base des critères de représentativité au sein de leur communauté.

Le Coordonnateur du sous projet APV a ainsi saisi l'occasion de la descente dans les camps pour rencontrer les gestionnaires des camps, les leaders communautaires et les leaders religieux, les acteurs clés au sein du Camp afin de partager la vision du MINSANTE/CNLS sur la formation des 100 pairs éducateurs au service des camps des réfugiés.

A l'issue de la mission, les participants aux sessions de formation des pairs éducateurs des camps des réfugiés de Gado Badjere et de Tihomo ont été identifiés. Il s'agit pour plus de 70% des chefs de secteur du Camp des réfugiés communément appelé « ARDO », des leaders communautaires et associatifs, des membres des comités santé.

La première session de formation des pairs éducateurs programmée dans le Camp de Gado BADJERE du 16 au 17 octobre 2018.

II.3. Niveau de mise en œuvre des activités en direction des entreprises

L'activité majeure mise en œuvre en direction des entreprises a été l'organisation des causeries éducatives couplées aux campagnes de dépistage de masse. Dans le cadre des activités contractuelles du sous-projet, l'équipe du sous-projet a procédé à la finalisation du processus devant aboutir à la production des boîtes à images ainsi que la production des affiches destinées aux sensibilisations en entreprises.

II.3.1. Organisation des causeries éducatives couplées aux dépistages de masse en entreprises

Les interventions menées auprès des entreprises ont concerné principalement l'organisation des campagnes de causeries éducatives couplées aux dépistages de masse (code 238 & 239) en faveur des travailleurs, leurs familles et des populations riveraines. Cette activité fait suite aux réunions de lancement des activités du sous-projet en direction de cette cible tenues au mois de septembre et qui avaient pour objet d'informer les chefs d'entreprises et les points focaux désignés sur les performances attendues à la première année 2018 d'une part, et de disposer des plannings de dépistage de chaque entreprise pour le compte du dernier trimestre 2018, d'autre part.

Sur la base des orientations et recommandations formulées dans le communiqué final desdites réunions, La plupart des entreprises ciblées ont transmis leurs plannings des dépistages à l'UCP. Ceux-ci ont été consolidés au GFBC et transmis aux GTR/CNLS des régions concernées, aux fins de la prise en compte dans leurs planifications du 4^{ème} trimestre. Le tableau 4 ci-après décline les dates et périodes campagnes de dépistages de masse transmis à l'UCP par les entreprises.

Tableau 4 : Planning des campagnes de conseils et dépistages de masse dans les entreprises

N°	Régions	Entreprise	Site de l'entreprise	Période des dépistages	Besoins intrants
1	Centre	ADC S.A.	Yaoundé (Nsimalen)	03-07/12/18	600

N°	Régions	Entreprise	Site de l'entreprise	Période des dépistages	Besoins intrants
2	Centre	RAZEL Cameroun	Yaoundé (Olembe)	20 /10/2018 & 24/10/2018	300
4	Centre	EDC	Yaoundé	27/11/2018	300
5	Centre	SIM	Yaoundé (Ahala)	20/11/2018	200
6	Centre	HYSACAM	Yaoundé	Octobre	100
7	Centre	CAMRAIL	GARE ESEKA	08/10/2018	16
8	Centre	CAMRAIL	GARE NGOUMOU	09/10/2018	24
9	Centre	CAMRAIL	YDE-ESPLANADE BATIMENT DSI CENTRE	10-11/10/2018	251
10	Centre	CAMRAIL	GARE NANGA-EBOKO	15/10/2018	14
11	Centre	CRTV	CRTV Radio	01/11/2018	
12	Centre	CRTV	CRTV Mballa 2	02/11/2018	
13	Centre	CRTV	CRTV Ekounou	03/11/2018	
1	Littoral	CAMRAIL	BESSENGUE	08-09-10/10/2018	350
2	Littoral	CAMRAIL	PORT AMONT	11/10/2018	50
3	Littoral	CAMRAIL	BASSA ATELIERS	12-10/2018 & 15-16/10/2018	432
4	Littoral	CAMRAIL	DEPOT DE DOUALA	17/10/2018	62
5	Littoral	CAMRAIL	GARE EDEA	18/10/2018	27
6	Littoral	ADC S.A.	Douala	03-07/12/18	600
7	Littoral	PAD	Douala	Novembre	3000
1	Adamaoua	CAMRAIL	GARE NGAOUNDAL	08/10/2018	26
2	Adamaoua	CAMRAIL	CENTRE MEDICAL NDERE	10-11/10/18	100
3	Adamaoua	CAMRAIL	ESPLANADE GARE NDERE	12/10/2018	70
4	Adamaoua	ADC S.A.	NGAOUNDERE	03-07/12/2018	30
1	Est	ADC S.A.	Bertoua	03-07/12/18	10
2	Est	EDC	Bertoua	27/11/2018	40
3	Est	EDC	Lom Pangar	28/11/2018	300
4	Est	EDC	Mbakaou	29/11/2018	
5	Est	SIM	Lomié	22-27/10/2018	50
8	Est	CAMRAIL	CM BELABO	10-11/10/2018	107
9	Est	CAMRAIL	CARRIERE EBAKA	12/10/2018	50
1	Sud-Ouest	SONARA	Limbé	05-06/11/18	500
2	Sud-Ouest	SONARA	Limbé	03-07/12/18	1000
1	Nord	ADC S.A.	Garoua	03-07/12/18	100

N°	Régions	Entreprise	Site de l'entreprise	Période des dépistages	Besoins intrants
1	Extrême-Nord	ADC S.A.	Maroua	03-07/12/18	50

Dans l'ensemble, la plupart des entreprises ont planifié les campagnes de dépistage de masse en faveur des travailleurs aux mois de novembre et décembre 2018. Cette saturation observée au cours de ces mois a été causée par la non disponibilité des intrants de dépistage VIH dans certaines régions d'une part, et la préparation du mois camerounais de lutte contre le VIH, d'autre part. À date, seules les entreprises CAMRAIL et RAZEL ayant planifié les activités au cours du mois d'octobre ont effectivement réalisé ces campagnes de conseils et dépistages de masse dans leurs sites.

Toutefois, au cours de la période de rapportage, l'UCP a procédé à la collecte et remonté des données de dépistages de routine effectuées dans les infirmeries et UPEC de certaines entreprises.

II.3.2. Production des boîtes à images pour la sensibilisation et la promotion des dépistages en entreprises

La boîte à images pour le conseil en matière de prévention du VIH/TB/Paludisme, est un auxiliaire visuel de communication de proximité qui aide le travailleur ou les travailleurs à apprendre et à analyser leur situation et changer leur comportement. Il s'agit d'une série de planches mobiles contenant des images et des messages. Cette boîte à images est un support pédagogique utilisé par les pairs éducateurs en entreprise pour animer des séances de causeries éducatives en faveur de leurs pairs. Elle a été conçue avec l'appui technique des différents programmes (PNLT, NLS, PNLP) et la dernière version est en cours de validation à la Section Communication du CNLS.

La production des boîtes à images pour la sensibilisation et la promotion de dépistages VIH dans les pôles économiques ciblés (code 233) est une activité contractuelle du sous-projet dont le processus s'est fait en plusieurs étapes.

Un spécimen a été conçu au préalable avec des spécifications techniques clairement définies. Ensuite, un avis d'appel d'offre national ouvert N° 002/GFBC/APV/NFM/AON/CP/2018 a été publié dans le quotidien *Cameroon Tribune* du 10/09/2018.

Après dépôt des dossiers par les soumissionnaires, une commission de dépouillement et d'évaluation de ces offres, s'est réunie dans la salle de réunion du GFBC, pour une séance d'ouverture des plis.

Pour rappel, les critères de sélection et d'attribution annoncés dans le cahier des charges ont été les suivants :

- Sommaire
- Totalité des pièces à fournir dans l'ordre tel qu'énuméré

- Intercalaires à insérer entre les pièces du document
- Nombre d'exemplaires fournis : 01 original et 05 copies
- 11 feuilles recto-verso ; Papier couché brillant ; Impression quadrichromie
- Grammage, 180 grammes
- Finition support cartonné 400 grammes, spirale métallique
- la preuve d'avoir déjà exécuté au moins deux (02) marchés similaires au cours des trois dernières années, avec les montants desdits marchés (Copies des Marchés 1ère et dernière page + PV de réception)
- Délai de livraison inférieur ou égal à vingt un (21) jours et Calendrier d'exécution

Le comité a d'abord procédé à l'évaluation des offres administratives et techniques, sans avoir pris connaissance des offres financières. Au total 09 dossiers ont été dépouillés par la commission. A la fin du processus, un prestataire a été retenu pour la production des 500 boîtes à images.

II.3.3. Conception et production des affiches de sensibilisation pour les entreprises

L'élaboration et la production des affiches (format A2) de sensibilisation sur la prévention de la TB/VIH/Paludisme, destinées aux travailleurs des pôles économiques ciblées (code 236) est également une activité contractuelle du sous-projet en faveur de cette cible. Le défi de sa réalisation est de pouvoir adresser un message prenant en compte trois pathologies et pouvant toucher des cibles et des secteurs d'activités différents sur un seul support. L'affiche finale produite a été validée par la section communication du CNLS.

Les étapes suivantes ont été franchies en vue de sa réalisation : (i) La conception d'un spécimen devant être mis à la disposition des soumissionnaires, (ii) la publication de l'avis d'appel d'offre national et la sélection d'un prestataire pour la production. Il convient de noter que le processus de production de ces affiches a été sensiblement identique à celui sus-déroulé pour la production des boîtes à images.

Après la production du spécimen de l'affiche, un avis d'appel d'offre national ouvert N° N° 001/GFBC/APV/NFM/AON/CP/2018 a été publié dans le quotidien *Cameroon Tribune* du 06/09/2018.

Après le dépôt des dossiers, la commission de dépouillement et de jugement des offres pour la production des 13200 affiches, s'est réunie dans la salle de réunion du GFBC pour une séance d'ouverture des plis.

Les critères de sélection et d'attribution annoncés dans le cahier des charges ont été les suivants :

- Sommaire
- Totalité des pièces à fournir dans l'ordre telles qu'énumérer
- Intercalaires à insérer entre les pièces du document

- Nombre d'exemplaires fournis : 01 original et 05 copies
- Feuille recto ; Grammage, 250 grammes
- Impression quadrichromie
- Papier couché brillant 2 faces
- Format A2
- la preuve d'avoir déjà exécuté au moins trois (03) marchés similaires au cours des trois dernières années, avec les montants desdits marchés (Copies des Marchés 1ère et dernière page + PV de réception)
- Délai de livraison inférieur ou égal à dix (10) jours calendaires ; Calendrier d'exécution

A la fin du processus, un prestataire a été retenu pour la production desdites affiches.

II.4. Niveau de mise en œuvre des activités en direction des structures d'encadrement des PSH

Après la session de formation des PE des structures et associations d'encadrement les personnes en situation de handicap, l'activité suivante a été la planification et l'organisation des séances de causeries éducatives couplées aux dépistages de masse en faveur des PSH (code 255).

La préparation des activités de causeries éducatives couplées au dépistage a été réalisée en collaboration avec les services de la délégation départementale des affaires sociales (DDAS) du Mfoundi. En effet, un programme de dépistage du VIH émanant des services de la DDAS a été transmis à l'UCP. Il présentait les dates de dépistages dans les arrondissements de Yaoundé 1, 2, 3, 4, 5, 6 du 02 novembre au 09 décembre 2018 (Tableau 5). Par ailleurs, le DDAS a transmis à l'UCP, un état des besoins pour ces campagnes de dépistage de masse avec une plus grande implication des Chefs des Centres sociaux.

Tableau 5 : Planning des campagnes de dépistage de masse dans les structures d'encadrement des Personnes en Situation de Handicap

Nom de l'association	Localisation de l'association	Lieu de dépistage	Date du dépistage	Besoins en intrants
APASHC		Centre Social Etoug Ebé	23/11/2018	100
ADEPHCAM	Yaoundé 6	Centre Social Etoug Ebé DDAS	23/11/2018	100
FACDD	Yaoundé 1	Rue CEPER	15/11/2018	35
LINADHEPA	Yaoundé 3	Mairie	05/11/2018	40
YAKAMATA	Yaoundé 2	Centre social de la Briqueterie	02/11/2018	100
HANDICAM	Yaoundé 2	MESSA SIC	07/11/2018	
CJARC	Yaoundé 4	Siège du CJARC	09/11/2018	500

Un état des besoins pour ces campagnes de dépistage de masse ainsi que les contacts des Chefs des Centres sociaux ont été également envoyés à l'UCP, afin que ceux-ci soient pleinement associés à la préparation et à la réalisation de l'activité. Après cette étape, un suivi de proximité a été effectué auprès de chaque PE pour assurer une forte mobilisation des PSH. Ces suivi et relance des PE ont consisté à :

- Confirmer les dates proposées (certaines dates ont été modifiées car elles prévoyaient la réalisation de campagnes dimanche) ;
- Identifier de manière exacte la cible « Personne en Situation de handicap ».

En effet, si la cible visée était clair pour des associations comme le CJARC dont les membres sont tous des PSH, pour d'autres associations, il était nécessaire de bien mobiliser les PSH. Il fallait que les PE rassemblent leurs membres (valides) et fassent la recherche active de leurs membres de famille en situation de handicap (nombre, sexe et âge). Cette étape s'est révélée assez complexe car peu d'associations organisent de manière planifiée les rencontres des membres. Il fallait donc appeler les membres et les convoquer ; ce qui nécessitait des coûts additionnels.

Par ailleurs, une demande de mise à disposition de l'UM de dépistage a été déposée dans les services du GTR/CNLS du Centre et le Point Focal de l'UM a été contacté pour confirmer la disponibilité des tests et de la logistique de l'UM.

Les campagnes de causeries éducatives couplées aux dépistages de masse ont été planifiées pour le mois de novembre.

III. PRESENTATION DES RESULTATS SUR LES INTERVENTIONS EN FAVEUR DES APV

III.1. Résultats sur les interventions en direction des prisons

III.1.1. Renforcement des capacités des prestataires intervenants dans les Prisons

Au total, 41 prisons sur 44 ont reçu les financements pour l'organisation des formations des PE dans chaque prison. 40 prisons ont effectivement réalisées ces formations, soit un taux de réalisation de 97,6%. Dans l'ensemble, les prisons ayant réalisé les formations ont transmis leur rapport à l'UCP (copie électronique avancée), soit 37 rapports des formations des PE réalisées dans les prisons ont été reçus à l'UCP.

Avec un taux de réalisation des formations de 97,6%, les résultats suivants présentés dans le tableau 6 ci-dessous ont été obtenus :

- ✓ 64 sessions de formation de pairs éducateurs ont été organisées ;
- ✓ 1719 pairs éducateurs (1535 PE détenus et 184 PE Personnels) formés dans 40 prisons sur les 1869 PE (1637 PE détenus et 232 PE personnels) à former dans les 44 prisons.

Tableau 6 : Répartition des pairs éducateurs formés par région

Région	Nbre de prison ayant réalisée l'activité	Nombre de session tenue	Nbre total de PE à former	Nbre de PE détenus formés	Nbre de PE personnels formés	Total formés PE	% PE formés
Adamaoua	3	5	132	114	18	132	100%
Centre	9	17	508	402	49	451	89%
Est	3	5	98	88	6	94	96%
Extrême-Nord	5	9	227	200	25	225	99%
Littoral	3	8	285	221	27	248	87%
Nord	3	3	190	168	8	176	93%
Nord-Ouest	1	1	29	25	4	29	100%
Ouest	7	8	160	135	23	158	99%
Sud	4	4	92	75	17	92	100%
Sud-Ouest	2	4	148	107	7	114	77%
TOTAL	40	64	1869	1535	184	1719	92%

A date, quatre prisons n'ont pas réalisé les formations des PE sur les 44 ciblées. Il s'agit des prisons principales de : Nanga-Ekoko (24 PE à former), Ngoumou (20 PE à former), Nkongsamba (37 PE à former) et Mamfe (20 PE à former).

Dans les prisons principales de Nanga-Eboko (région Centre) et Nkongsamba (région Littoral), les points focaux désignés ont été affectés, respectivement à la PP de Mfou et d'Edéa. L'UCP a informé les PFR des prisons centrales de New-Bell et de Kondengui en vue de la désignation des nouveaux points focaux desdites prisons devant assurer ces formations.

Pour ce qui est de la prison principale de Mamfé, le point focal désigné n'a pas pu prendre part à la formation des formateurs des PE du pôle de Douala à cause de raisons de sécurité liées à la crise en cours dans les régions anglophones du pays (Sud-Ouest). Quant à la prison de Ngoumou, le point focal a programmé la formation des PE en début du mois de novembre.

III.1.2. Sensibilisations à travers les causeries éducatives dans les prisons

Afin d'atteindre les cibles du cadre de performance attendues au 31 décembre 2018 dans les prisons, l'UCP a mis sur pied une stratégie lors des campagnes visant à organiser les causeries éducatives au préalable par les PE formés avant de procéder au dépistage de leur pair.

Au cours du mois d'octobre 2018, les causeries éducatives ont été organisées dans quatre (04) prisons à savoir :

- ✓ La PP de Ntui et la PP d'Akonolinga dans la région du Centre ;
- ✓ La PC d'Ebolowa et la PP d'Ambam dans la région du Sud.

Le tableau 7 présente les statistiques sur les personnes sensibilisées à travers les causeries éducatives dans les prisons au cours du mois d'octobre 2018.

Tableau 7 : Répartition des personnes sensibilisées par sexe et par groupes cibles dans les prisons au cours du mois d'octobre 2018

Région	Prison	Effectifs de la prison	Nb de PE en activité	Nbre de CE effectuées	Adulte		Enfant <18 ans		Total par sexe		Total de personnes sensibilisées
					H	F	H	F	H	F	
SU	PC EBLOWA	384	18	18	340	3	3	0	343	3	346
	PP AMBAM	224	9	9	155	0	1	0	156	0	156
CE	PP NTUI	265	16	16	168	0	18	0	186	0	186
	PP AKONOLINGA	292	17	17	172	9	22	1	194	10	204
Total		1165	60	60	835	12	44	1	879	13	892

Au total, 60 causeries éducatives ont été réalisées dans 4 prisons du Centre et du Sud. 892 personnes ont été sensibilisées à travers les causeries éducatives ; soient 847 adultes (835 hommes et 12 femmes) 45 enfants de moins de 18 ans (44 hommes et 1 femme). Ces données représentent une proportion de 76,6% (892/1165) de l'effectif de la population des 4 prisons ayant sensibilisés à travers les causeries éducatives.

De manière spécifique pour chaque prison, cette proportion est de :

- 90,1% dans la PC Ebolowa ;
- 69,6% dans la PP Ambam ;
- 70,2% dans la PP Ntui ;
- 69,9% dans la PP Akonolinga.

III.1.3. Conseils et dépistages de masse dans les prisons

Parmi les prisons ayant planifié d'organiser les campagnes de causeries éducatives couplées aux dépistages de masse, seules quatre (04) prisons localisées dans les régions du Centre et du Sud, ont organisé cette activité et transmis leurs données de dépistage à l'UCP. Le tableau 8 ci-après présente les données de dépistage des 4 prisons.

Tableau 8 : Répartition des personnes dépistées dans les prisons par groupe d'âges et par sexe

Indicateur	<=9a ns	10-14 ans	15-19 ans	20-24 ans	25-29 ans	30-34 ans	35-39 ans	40-44 ans	45-49 ans	=>50 ans	Total	%
Hommes dépistés	0	4	66	178	196	163	104	62	43	47	863	
Hommes VIH+	0	0	0	0	1	10	3	5	0	3	22	2,5
Femme dépistées	0	0	4	1	7	2	2	8	0	4	28	
Femme VIH+	0	0	1	0	1	0	0	1	0	0	3	10,7
Personnes dépistées	0	4	70	179	203	165	106	70	43	51	891	
Personnes dépistées VIH+	0	0	1	0	2	10	3	6	0	3	25	2,7

Dans l'ensemble, 891 personnes ont été dépistés (863 hommes et 28 femmes) dans les quatre prisons. Le rapport de masculinité (sexe-ratio) des détenus testés est de 31 hommes sur 1 femme.

Le taux de séropositivité globale est évalué à 2,7%. Il est plus élevé chez les détenus de sexe féminin comparativement à ceux de sexe masculin (10,7% vs 2,5%). Les personnes de la tranche d'âge comprise entre 25-29 ans ont été les plus représentées au dépistage de masse (203 dépistés, soit 23% de l'effectif total dépistés), suivi de celles de 20-24 ans (179 dépistés, 20%) et 30-34 ans (165 dépistés, 19%) tandis que les personnes de la tranche d'âge 40-44 ans ont été les plus affectées.

Le tableau 9 présente le taux de séropositivité dans les prisons ayant effectué les dépistages au cours de la période. Les résultats des données de dépistage de masse réalisées indiquent que, des quatre (04) prisons ayant réalisées l'activité, la population carcérale de la PC d'Ebolowa est la plus touchée par l'épidémie du VIH avec un taux de séropositivité situé à 4,2% (hommes=3,5%; femme=16,7%), suivi de la PP de Ntui avec 3,2% de séropositivité, enregistré uniquement chez les hommes.

Tableau 9 : Taux de séropositivité des personnes dépistées par prison

Région	Prison	Indicateur	Effectif	% personnes dépistés positives
SUD	PC EBOLOWA	personnes dépistées	333	
		Personnes VIH+	14	4,2%
	PP AMBAM	personnes dépistées	168	
		Personnes VIH+	0	0,0%
CENTRE	PP AKONOLINGA	personnes dépistées	204	
		Personnes VIH+	5	2,5%
	PP NTUI	personnes dépistées	186	
		Personnes VIH+	6	3,2%
Total		personnes dépistées	891	
		Personnes VIH+	25	2,7%

Au regard de ces statistiques, il serait urgent de densifier les interventions de prévention et de prise en charge du VIH/TB/Paludisme dans la PC d'Ebolowa et dans l'ensemble des 77 prisons enrôlées par le sous-projet.

III.2. Résultats sur les conseils et dépistages en direction des entreprises

Dans le cadre du sous-projet « Prévention du VIH/TB/Paludisme en faveur des APV » lancé en juin 2018 et qui vise (i) à offrir les services de dépistage volontaire et confidentiels du VIH aux travailleurs d'entreprises ciblées et (ii) à permettre à ceux dont le résultat est positif d'accéder aux services de soins et traitement, des activités de CDV ont été organisées en direction des entreprises.

Au cours de la période, 2177 travailleurs ont été dépistés dont 72 testés positifs, soit un taux de séropositivité de 3,3% (Tableau 10). Parmi eux, on dénombre 1428 hommes (taux de séropositivité de 3,1%) et 749 femmes (taux de séropositivité de 3,7%).

Tableau 10 : Répartition des travailleurs dépistés par sexe

Sexe	Travailleurs testés	Travailleurs Testés positifs	Taux de séropositivité
Hommes	1428	44	3,1%
Femmes	749	28	3,7%
Total	2177	72	3,31%

Les données sur les travailleurs conseillés et dépistés dans les sites d'entreprises ont été ventilées par sexe et par groupe d'âges comme présenté dans le tableau 11 ci-après. Il ressort que 522 travailleurs jeunes de moins de 25 ans ont été dépistés ; parmi eux, 278 sont jeunes hommes et 244 sont jeunes filles. Les 50 ans et plus représentent un effectif de 215 travailleurs dépistés, soit 173 hommes et 42 femmes.

Tableau 11 : Répartition des travailleurs dépistés par sexe selon le groupe d'âges

Indicateurs	ages (ans)	M	F	Ensemble
Nombre de travailleurs conseillés et testés sur le VIH	<=24 ans	278	244	522
	25-29 ans	194	134	328
	30-34 ans	202	117	319
	35-39 ans	232	113	345
	40-44 ans	225	55	280
	45-49 ans	124	44	168
	=>50 ans	173	42	215
	Total	1428	749	2177
Nombre de travailleurs conseillés et testés VIH+	<=24 ans	2	2	4
	25-29 ans	5	2	7
	30-34 ans	5	10	15
	35-39 ans	13	5	18
	40-44 ans	11	7	18
	45-49 ans	4	1	5

	=>50 ans	4	1	5
	Total	44	28	72

Parmi les travailleurs conseillés et testés pour le VIH, la forte séropositivité est observée plus dans les groupes d'âges de 30-34 ans (15 travailleurs testés VIH+), 35-39 ans (18 travailleurs testés VIH+) et 40-44 ans (14 travailleurs testés VIH+). Les travailleurs jeunes de moins de 25 ans et les travailleurs adultes de plus de 45 ans ont une séropositivité relativement faible.

Le tableau 12 donne la répartition des travailleurs dépistés dans les sites des entreprises ciblées selon le site. Dans l'ensemble, les 2177 travailleurs conseillés et testés l'ont été dans neuf (09) entreprises. Ces dépistages ont eu lieu dans 04 régions à savoir l'Adamaoua, le Centre, l'Est et le Littoral ; soit un total de 11 sites d'entreprise ayant bénéficiés de ces services.

Tableau 12 : Répartition des travailleurs dépistés en entreprises par site selon les indicateurs des CDV

Région	Entreprise	Site Entreprise	Indicateurs des CDV	Total	%
Adamaoua	CAMRAIL	NGAOUNDERE	personnes dépistées	107	
			Personnes VIH+	2	1,9%
Centre	CAMRAIL	YAOUNDE	personnes dépistées	54	
			Personnes VIH+	3	5,6%
	RAZEL	YAOUNDE - OLEMBE	personnes dépistées	200	
			Personnes VIH+	7	3,5%
	SIM	YAOUNDE - AHALA	personnes dépistées	176	
			Personnes VIH+	9	5,1%
	SOSUCAM	MBANDJOCK	personnes dépistées	683	
			Personnes VIH+	33	4,8%
TOTAL CENTRE			personnes dépistées	1220	
			Personnes VIH+	54	4,4%
Est	CFC	NGOLLA	personnes dépistées	19	
			Personnes VIH+	2	10,5%
	SEFAC	LIBONGO	personnes dépistées	30	
			Personnes VIH+	5	16,7%
	SFID	MBANG	personnes dépistées	182	
			Personnes VIH+	2	1,1%
TOTAL EST			personnes dépistées	231	
			Personnes VIH+	9	3,9%
Littoral	ALPICAM	DOUALA	personnes dépistées	108	
			Personnes VIH+	6	5,6%
	CAMRAIL	DOUALA	personnes dépistées	5	
			Personnes VIH+	0	0,0%
	SAFACAM	DIZANGUE	personnes dépistées	613	
			Personnes VIH+	3	0,5%
TOTAL LITTORAL			personnes dépistées	726	

	Personnes VIH+	9	1,2%
ENSEMBLE	personnes dépistées	2177	
	Personnes VIH+	72	3,3%

Dans la région de l'Adamaoua, seule l'entreprise CAMRAIL (site de Ngaoundéré) a effectuée des dépistages de masse au cours de la période. Un effectif de 107 travailleurs ont été dépistés dans ce site et 02 personnes ont été testées VIH+.

Au Centre, quatre entreprises ont effectué des dépistages dans leurs sites. Il s'agit de CAMRAIL, RAZEL, SIM et SOSUCAM qui ont dépisté 1220 travailleurs parmi lesquels 54 sont testés VIH+. Soit un taux de séropositivité de 4,4%.

Pour ce qui est de la région de l'Est, les entreprises CFC (NGOLLA), SEFAC (LIBONGO) et SFID (MBANG) ont effectués des dépistages dans leurs sites. Un nombre de 231 travailleurs (09 testés VIH+) ont été conseillés et testés pour le VIH, avec un taux de séropositivité de 3,9%.

Quant à la région du Littoral, les dépistages ont eu lieu dans quatre sites d'entreprises à savoir : ALPICAM (DOUALA), CAMRAIL (DOUALA) et SAFACAM (DIZANGUE). De même, 726 travailleurs ont été conseillés et testés pour le VIH, avec un taux de séropositivité de 1,2% (09 testés VIH+).

III.3. Résultats sur les interventions en direction des camps de réfugiés

III.3.1. Résultat sur le renforcement des capacités des intervenants dans les camps de réfugiés

Les activités de renforcement des capacités des intervenants dans les camps de réfugiés ont concerné (i) la formation des formateurs des Pairs Educateurs au service des réfugiés des régions de l'Est et de l'Adamaoua et (ii) la formation des Pairs Educateurs des réfugiés dans les camps des régions de l'Est et de l'Adamaoua.

- **Formation des Formateurs de Pairs Educateurs au service des réfugiés dans les régions de l'Est et de l'Adamaoua**

Elle s'est tenue du 04 au 06 Octobre 2018 à Bertoua et a connu la participation de 14 points focaux (Tableau 13) des camps de Gado, Tihomo, Lolo, Mbile, Garisingo et Timangolo pour la région de l'Est et des camps de Ngam et Borgop pour la région de l'Adamaoua.

Tableau 13 : Formation des Formateurs de Pairs Educateurs au service des réfugiés, régions de l'Est et de l'Adamaoua

Régions	Camps de réfugiés	Masculin	Féminin	Total
EST	Lolo	1	1	2
	Mbilé	1	1	2

	Gado	2	1	3
	Tihomo	1	0	1
	Garisingo	0	1	1
	Timangolo	1	0	1
Adamaoua	Ngam	1	1	2
	Borgop	1	1	2
Total		08	06	14

Au niveau régional, 10 points focaux étaient issus des camps de la région de l'est tandis que 04 provenaient de la région de l'Adamaoua. Parmi les 14 points focaux formés, 08 sont de sexe masculin et 06 de sexe féminin.

➤ Formation des Pairs Educateurs des réfugiés dans les régions de l'Est et de l'Adamaoua

Ces formations ont eu lieu dans chaque camp de réfugiés au cours de la période allant du 16 au 24 octobre 2018. Au total 86 pairs éducateurs ont été formés dans les camps des deux régions (Tableau 14). Parmi eux, on dénombre 55 PE de sexe masculin et 31 PE de sexe féminin.

Tableau 14 : Formation des Pairs Educateurs réfugiés des camps, régions de l'Est et de l'Adamaoua

Région	Période	Camp des réfugiés	Masculin	Féminin	Ensemble
EST	16 – 17/10/2018	Lolo	6	6	12
EST	16 – 17/10/2018	Mbilé	8	2	10
EST	16 – 17/10/2018	Gado	14	9	23
EST	16 – 17/10/2018	Tihomo	4	4	08
EST	23 – 24/10/2018	Garisingo	1	3	04
EST	23 – 24/10/2018	Timangolo	8	1	09
ADAMAOUA	18 – 19/10/2018	Ngam	7	1	08
ADAMAOUA	18 – 19/10/2018	Borgop	7	5	12
TOTAL			55	31	86

Dans la Région de l'Est, 12 PE formés à Lolo, 10 PE à Mbilé, 23 PE à Gado, 08 PE à Tihomo ,04 PE à Garisingo, 09 PE à Timangolo. Dans la région de l'Adamaoua, 08 PE formés à Ngam et 12 PE à Borgop.

III.3.3. Conseils et dépistages de masse dans les camps de réfugiés

L'organisation des campagnes de conseils et dépistages de masse en faveur des réfugiés des camps est une activité planifiée dans les 08 camps des régions de l'Est et de l'Adamaoua au cours du dernier trimestre de l'année 2018. A date, seul le camp de Tihomo a réalisé cette campagne.

Le tableau 14 donne la répartition des personnes dépistées dans les camps par groupe d'âges et par sexe. Il ressort que 721 réfugiés de camp (293 hommes et 428 femmes) ont été conseillés et testés pour VIH au cours de cette campagne. Le taux de séropositivité est de 1,1% pour les réfugiés dépistés. Ce taux est plus élevé chez les hommes réfugiés que chez leurs homologues de sexe féminin réfugiés (respectivement de 1,4% contre 0,9%).

Tableau 14 : Répartition des personnes dépistées dans les camps par groupe d'âges et par sexe

Indicateur	<=9ans	10-14 ans	15-19 ans	20-24 ans	25-29 ans	30-34 ans	35-39 ans	40-44 ans	45-49 ans	=>50 ans	Total	%
Hommes dépistés	0	0	3	5	12	65	94	65	24	25	293	
Hommes VIH+	0	0	0	0	1	0	0	0	0	3	4	1,4%
Femme dépistées	0	0	2	12	23	92	132	82	45	40	428	
Femme VIH+	0	0	1	0	2	0	0	0	0	1	4	0,9%
Personnes dépistées	0	0	5	17	35	157	226	147	69	65	721	
Personnes dépistées VIH+	0	0	1	0	3	0	0	0	0	4	8	1,1%

Avec un effectif de 226 personnes dépistées, les réfugiés âgés de 35-39 ans ont été les plus représentés au test pour du VIH (31%) contrairement aux jeunes âgés de 15-19 ans (1%) et aux adultes de 50 ans et plus (6%). Les plus infectés sont cependant les jeunes âgés de 15-19 ans, suivi des personnes âgées de 25-29 ans et des adultes de 50 ans et plus.

IV. PRINCIPALES DIFFICULTES RENCONTREES DANS LA MISE EN ŒUVRE ET SOLUTIONS PRECAUNISEES

Au cours de la période de rapportage, l'UCP du GFBC a été confrontée quelques difficultés qu'il convient de relever.

La période d'attente de l'autorisation du GTC/CNLS pour l'utilisation des économies en vue de résorber certains gaps prioritaires. Cette attente a retardé l'aboutissement de la démarche de contractualisation des 02 ONG partenaires de mise en œuvre des activités dans les camps des réfugiés ;

Le budget de la formation des formateurs des PE des prisons ne prend en charge que 31 participants et donc, inférieur aux 44 PF identifiés dans les 44 prisons ciblées en phase 1 (2016/2017). De même, les frais des formateurs déplacés ne sont pas budgétisés. En effet, l'UCP ne pouvant former 1 formateur des PE de prisons, pour chacune des 77 prisons du Cameroun, a opté de renforcer les capacités des 44 PF des prisons avec l'implication des 10 PFR. N'ayant de formateur formé que dans chacune des 44 prisons, il n'a été possible d'entrevoir une formation sur place des PE des 33 autres prisons pour lesquelles les formateurs ne sont sur place au sein de la prison.

Le budget prévu pour la restauration des participants dans le cadre des sessions de formation des 2115 PE des prisons, ne prend pas en compte les 44 PF chargés de les former dans les sites.

La faible appropriation des interventions par certains acteurs du secteur pénitentiaire retarde le processus de mise en œuvre des activités qui y ont été planifiées.

L'insuffisance des tests de dépistages dans les régions n'a pas permis la réalisation des campagnes de dépistages de masse planifiées, notamment dans toutes les prisons, où elles étaient programmées.

V. PROCHAINES ETAPES ENVISAGEES

Pour les prochaines étapes (voir chronogramme prévisionnel des activités du T4 en annexe 3), les activités suivantes sont prévues pour novembre 2018 :

1. Former/Recycler les formateurs des pairs éducateurs au service des réfugiés
2. Former/recycler les pairs éducateurs des réfugiés sur la prévention du VIH et les techniques de communication (notamment par l'usage des langues locales des réfugiés ; (Parachever la session de formation des formateurs des PE pour le camp des réfugiés de Minawao et de la session de formation des PE dudit camp, respectivement à Mokolo, 5-7/11/18 et Minawao, 8-9/11/18) ;
3. Avec le mois camerounais du Sida, en novembre 2018, planifier les séances de causeries (CE) couplées aux dépistages de masse dans les sites des réfugiés vivant dans les camps, dans les prisons ; dans les entreprises et dans les centres d'encadrement des PSH, avec le concours des ONG (ASAD et ALDEPA pour les réfugiés) et les appuis logistiques des GTR/CNLS concernés ;
4. Effectuer des missions de supervisions semestrielles de suivi des activités de lutte contre le VIH en direction des autres populations vulnérables (prisons, réfugiés).
5. Tenir 3 rencontres de plaidoyer (1 jour ; 20 personnes) à Douala à l'attention du secteur de la télécommunication pour le développement des conventions de PPP sur des stratégies innovantes de communication en faveur de TB/VIH/Palu ciblées sur les TIC (SMS, internet, réseaux sociaux) pour les services de prévention (CCC) et de PEC (suivi des patients, des perdus de vue, etc.) ;
6. Produire et distribuer les manuels du pair éducateur (PE) aux sites des entreprises ;
7. Produire et distribuer les registres du pair éducateur (PE) aux sites des entreprises.

VI. ANNEXES

Annexe 1 : Plan de travail pour le 4^{ème} trimestre 2018

CODE	ACTIVITES PLANIFIEES	OCTOBRE 2018				NOVEMBRE 2018					DECEMBRE 2018			
		S40	S41	S42	S43	S44	S45	S46	S47	S48	S49	S50	S51	S52
65	Former/recycler in situ 2115 pairs éducateurs détenus et personnels pénitentiaires au sein des prisons tous les 02 ans (thématique VIH, TB, CCC)			Prisons, 15-20/10/18	prisons, 22-34/10/18									
66	Effectuer des missions de supervisions semestrielles de suivi des activités de lutte contre le VIH en direction des autres populations vulnérables (prisons, réfugiés). 10 superviseurs pendant 06 jours	Batouri, 8-10/10/18	Garoua, 11-13/10/18											
68	Payer les frais de communication mensuelle des 77 points focaux des prisons													
70	Former/Recycler les formateurs des pairs éducateurs au service des réfugiés (identifier les encadreurs et animateurs sensibilisateurs motivés et parlant les langues locales des réfugiés pour les former comme formateurs attitrés	Bertoua, 4-6/10/18	Maroua, 10-15/10/18											

CODE	ACTIVITES PLANIFIEES	OCTOBRE 2018				NOVEMBRE 2018					DECEMBRE 2018			
		S4 0	S4 1	S4 2	S4 3	S44	S4 5	S4 6	S4 7	S4 8	S4 9	S5 0	S5 1	S5 2
	de pairs éducateurs des réfugiés). 24 participants pendant 03 jours plus 01 jour de délai de route.													
71	Former/recycler les pairs éducateurs des réfugiés sur la prévention du VIH et les techniques de communication (notamment par l'usage des langues locales des réfugiés). 100 participants, 08 formateurs, 04 chauffeurs et 04 agents logistiques en 04 sessions de 02 jours chacune.		Mokolo, 16-17/10/18											
72	Produire et mettre à disposition des agents de collecte des données des sites des réfugiés, 8000 formulaires de collecte de données et de rapportage en 2018 et 8000 en 2019													
73	Doter 60 points focaux des sites des réfugiés des crédits de communication pour faciliter la coordination de la remontée des données des sites vers le niveau central													

CODE	ACTIVITES PLANIFIEES	OCTOBRE 2018				NOVEMBRE 2018					DECEMBRE 2018			
		S4 0	S4 1	S4 2	S4 3	S44	S4 5	S4 6	S4 7	S4 8	S4 9	S5 0	S5 1	S5 2
205	Assurer le fonctionnement des SR du PR Gouvernemental (salaires et charges sociales, assurance maladie, crédit de communication, fournitures de bureau, consommables informatiques, carburant, eau, électricité, entretien bâtiments et divers, loyer, etc...)													
218	Elaborer et produire 1000 exemplaires du guide d'intégration de la TB/VIH/Palu dans les programmes/démarches RSE des entreprises													
225	Tenir 3 rencontres de plaidoyer (1 jour ; 20 personnes) à Douala à l'attention du secteur de la télécommunication pour le développement des conventions de PPP sur des stratégies innovantes de communication en faveur de TB/VIH/Palu ciblées sur les TIC (SMS, internet, réseaux sociaux) pour les services de prévention (CCC) et				Ydé, 26/10/18		Dla, 2/11/18;		Dla, 20/11/18					

CODE	ACTIVITES PLANIFIEES	OCTOBRE 2018				NOVEMBRE 2018					DECEMBRE 2018			
		S4 0	S4 1	S4 2	S4 3	S44	S4 5	S4 6	S4 7	S4 8	S4 9	S5 0	S5 1	S5 2
	de PEC (suivi des patients, des perdus de vue, etc.). 02 facilitateurs, 01 agent logistique et 01 chauffeur.													
233	Produire 500 boîtes à images pour la sensibilisation et la promotion de dépistages VIH dans les pôles économiques ciblés (publication de l'AON)													
236	Elaborer, produire 13200 affiches (format A2) de sensibilisation sur la TB/VIH/Paludisme destinés aux entreprises des pôles économiques ciblés (publication de l'AON)													
255	Organiser des séances de causeries éducatives et des campagnes de dépistage en collaboration avec les UM dans les centres de regroupement des personnes vivant avec le handicap ciblés. 1450 personnes touchées.													

CODE	ACTIVITES PLANIFIEES	OCTOBRE 2018				NOVEMBRE 2018					DECEMBRE 2018			
		S4 0	S4 1	S4 2	S4 3	S44	S4 5	S4 6	S4 7	S4 8	S4 9	S5 0	S5 1	S5 2
238	Organiser 3320 séances (40 personnes par séance) de causeries éducatives et de promotion du dépistage VIH/TB au profit des travailleurs des pôles économies ciblés													
266	Organiser des campagnes semestrielles de dépistage de masse TB et VIH dans les 77 grandes prisons avant la mise en place du paquet d'activités continue de prévention et de prise en charge du VIH et TB. 150 détenues en moyenne par prison pendant 01 jour													